



SERVICE DE PRESSE

Discours du Président de la République à l'occasion de la session plénière de la COP 28 de Dubaï

Vendredi 1^{er} décembre 2023

Merci de noter qu'il s'agit d'un document de travail, non diffusable

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup Monsieur le président.

Merci Mesdames et Messieurs chefs d'État et de gouvernement, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les ambassadeurs. Je vous remercie Monsieur le président, cher Mohammed BEN ZAYED pour l'accueil de cette conférence et son organisation. Tout protocole observé, je voulais essayer de ne pas répéter beaucoup de choses qui ont été déjà dites, même si c'est toujours difficile, et en particulier dans les discours d'ouverture, et de faire quelques points d'action sur le moment où nous parlons et ce qu'il convient de faire dans les prochains mois et les prochaines années. Il semble que la priorité des priorités est que les pays les plus avancés sortent des énergies fossiles. Et donc nous avons les Accords de Paris qui donnent une trajectoire, la France est engagée sur cette trajectoire, nous la respectons sur les dernières années. Mais nous savons que pour la respecter, en particulier jusqu'en 2030, et c'est vrai pour beaucoup d'autres pays, pour ce qui nous concerne, il faudra multiplier par 2,5 notre niveau d'effort, sachant que ces 5 dernières années, on l'a déjà multiplié par 2. Mais rien ne doit nous divertir de cette ambition. Et je veux ici vous dire, et ce ne sont pas des bonnes paroles, mais la France a un plan. Nous l'avons présenté, nous allons le décliner, il est financé pour justement sortir des énergies fossiles et réduire ses émissions. L'Europe est tout entière engagée dans cette stratégie. En 2035, 100 % des véhicules produits, commercialisés en France comme dans le reste de l'Europe, fonctionneront sans pétrole. On construit une stratégie dans le logement. On réduit massivement les émissions dans le secteur aérien et maritime. Et je veux saluer en particulier le formidable accord qui a été trouvé par l'industrie maritime de nos pays il y a quelques instants et qui va permettre de réduire les émissions très fortement d'ici 2030 et d'arriver à la neutralité carbone 2050 dans ce secteur. Et nous avons une stratégie complète de renouvelable, de nucléaire, d'hydrogène, qui permet d'arriver à cet objectif.

Dès 2030, les énergies fossiles seront largement minoritaires dans le mix énergétique français pour la première fois depuis la révolution industrielle. Et nous devons définitivement tourner la page d'ici à 2040-45 du pétrole et 2050 du gaz. Les pays les plus émetteurs doivent désormais

entrer dans cette logique de planification écologique et de transparence. Et à cet égard, le G7 a une responsabilité majeure tout comme la Chine qui est désormais le deuxième pays émetteur historique et qui a donc changé en quelque sorte de statut. Les acteurs privés de nos pays doivent aussi s'engager et je salue le lancement du One Planet Data Hub qui permet déjà de comparer la trajectoire de décarbonation de 400 des plus grandes entreprises mondiales. Deuxièmement, les pays émergents doivent sortir du charbon et c'est le deuxième combat après celui que les pays les plus riches doivent mener. En effet, s'il y avait une priorité absolue, c'est que les émergents sortent du charbon. En effet, on doit permettre aux émergents le rattrapage économique, c'est un élément de justice, mais ce rattrapage ne doit pas se faire sur la base d'énergies qui sont carbonées et en particulier du charbon. Et pour une raison simple, c'est qu'aujourd'hui les centrales existantes qui se concentrent largement en Asie émettront à elles seules suffisamment de CO2 pour que nous excédions la cible de 1,5 degrés Celsius. Et donc, alors même que nous devrions chaque année retirer des capacités de production d'énergie basées sur le charbon, au moment où je vous parle, nous avons 500 gigawatts de nouvelles capacités de charbon qui sont en cours de planification. Et donc, s'il y a une absurdité au moment où nous nous parlons, s'il y a une vraie absurdité, elle est sur le charbon. Et donc, nous devons engager un virage absolu, majeur, complet sur ce sujet.

D'abord, les pays du G7 doivent montrer l'exemple. Je salue mon collègue Fumio KISHIDA qui est là et qui a eu à présider ce club, qui a été très courageux sur ce sujet. Mais les pays du G7 doivent montrer l'exemple et s'engager à mettre fin au charbon chez eux avant les autres, c'est-à-dire avant 2030. La France tiendra son engagement de sortir complètement et de fermer toutes ses centrales d'ici à 2027, c'est-à-dire sous le mandat qui est le mien. Je ne promets pas pour la suite, je promets, si je puis dire, maintenant. Ensuite, les pays les plus riches doivent aussi aider les émergents à sortir du charbon. Depuis la COP 26 de Glasgow, le G7 a engagé près de 50 milliards de dollars dans des partenariats de transition énergétique juste, nos fameux JETP. On l'a fait avec l'Indonésie, le Vietnam, l'Afrique du Sud, ce sont de bonnes méthodes. Il faut les poursuivre et les généraliser pour partout, aider à sortir du charbon. Mais ce virage implique aussi d'être cohérent et on doit donc arrêter de subventionner les nouvelles centrales à charbon. Le G20 s'y est engagé à Rome en 2021, mais on doit changer nos règles en matière de financement privé. Au moment où je vous parle, le secteur privé n'a aucune désincitation pour financer une centrale à charbon par rapport à du renouvelable ou autre. C'est totalement absurde et donc notre marché privé, notre système d'investissement dysfonctionne massivement et c'est choquant pour tout le monde. On doit donc inverser le système. Il doit y avoir dans les prochaines années un taux d'intérêt en quelque sorte pour le vert, et un taux d'intérêt pour le brun. Et s'il y avait une priorité des financeurs, des agences de notation aujourd'hui pour être cohérents, ce serait de différencier ces taux d'intérêt, et qu'il y ait un vrai spread, parce qu'on n'intègre pas du tout le risque climatique. Et aujourd'hui, dans notre manière de noter, dans notre manière de regarder les investissements, on n'est pas du tout en train de prendre en considération qu'on continue à financer des actifs qui seront complètement dépréciés dans quelques années et qui sont incohérents avec notre stratégie mondiale. Tout ça, on va essayer de le lancer avec la Banque mondiale et nos partenaires dans le cadre de l'initiative Call Transition Accelerator demain. Troisième remarque, on doit absolument assumer de mettre la politique commerciale au service de la transition écologique. Et ça, c'est une autre aberration,

très sincèrement, que je voulais mettre sur la table, parce qu'on investit aujourd'hui dans le verdissement de nos industries sur le plan national ou régional, mais on continue à libéraliser les importations de produits polluants sur le plan international comme si de rien n'était. C'est un pari perdant et c'est un pari décourageant. Et je le dis aussi très clairement, on demande beaucoup d'efforts, en Europe, par exemple, pour décarboner l'industrie, l'agriculture. Si on continue à avoir les mêmes accords commerciaux que dans les années 80-90, parfois des accords commerciaux qui ont été négociés dans cette période, qui vont permettre de faire rentrer des pays dont les composants de carbone, les pratiques productives ne font aucun effort, nos producteurs ne nous suivront plus. Et ils auront raison, parce qu'on est absurdes.

Donc, on doit avoir un système qui permet d'engager tout le monde dans une stratégie. Je crois vraiment qu'on doit intégrer, dans les règles de l'OMC, nos règles climatiques. Il faut les faire rentrer dans le système. Il faut complètement changer à cet égard et intégrer la clause climatique à l'Organisation mondiale du commerce pour aligner notre régime commercial aux accords de Paris. Il y a quelques points très techniques mais essentiels à faire à cet égard. On doit pouvoir subventionner l'industrie verte, ça peut être légitime, mais si ça correspond à un strict bénéfice climatique, il faut que ce soit regardé par l'OMC. Il faut tarifer le carbone comme le fait l'Union européenne, ce n'est pas une discrimination commerciale, mais il faut le faire de manière cohérente avec l'objectif neutralité carbone 2050. Ça ne doit pas être un instrument pour bloquer le commerce, mais il faut donc que quelqu'un le vérifie. Et il faut aussi libéraliser le commerce des biens environnementaux plutôt que le commerce des biens polluants pour permettre, là aussi, que la transition, énergétique et écologique, se diffuse beaucoup plus vite. Quatrièmement, personne ne doit avoir à choisir entre la lutte contre la pauvreté et la lutte pour le climat. Cette petite révolution, c'est celle qu'on a lancée il y a quelques mois à Paris. C'est ce Pacte de Paris pour les Peuples et la Planète. On ne doit pas avoir à choisir entre le climat et la lutte contre la pauvreté. Chacun doit choisir son chemin. Il faut plus d'argent public et il faut plus mobiliser l'argent privé.

On fera le point à six mois de ce pacte et il sera publié à l'occasion de cette COP. Macky SALL va devenir l'envoyé spécial officiel de ce pacte avec un secrétariat assuré par l'OCDE. Mais d'ores et déjà, on a pu mobiliser beaucoup plus d'argent commun en mobilisant plus la Banque mondiale et le FMI, je les en remercie. J'invite tous ceux qui ne l'ont pas fait, à redistribuer leurs droits de tirage spéciaux du FMI. D'ores et déjà, on a pu mobiliser 110 milliards de dollars qui permettent de lancer, dans onze pays aujourd'hui, des programmes spéciaux. Et ces programmes permettent de prévenir les incidents climatiques et de lutter contre la pauvreté. Il faut généraliser cela et c'est cet engagement de meilleure mobilisation que nous avons aussi lancé avec le Premier ministre MODI. Tout ça, plus largement, doit nous conduire à une transformation de l'architecture financière internationale qui a été pensée à une époque où beaucoup de pays, qui sont présents dans cette salle, n'existaient pas. Il faut donc leur redonner une voix pour que ce soit juste, pleinement inclusif. Et cette transformation profonde de notre gouvernance est une priorité.

Ensuite, je voulais insister sur un point : nous ne devons pas perdre de vue la nécessité de monter en puissance sur l'adaptation. L'adaptation des modèles agricoles, notamment en Afrique, est

un sujet clé. La grande muraille verte progresse et je m'en félicite. Et nous ne devons pas, nous ne perdons pas de vue, cet engagement dans lequel nous avons mobilisé, il y a un peu plus de deux ans, plus de 13 milliards de dollars avec le roi Charles à l'époque et la communauté internationale. Nous avons également annoncé que nous investirions 150 millions d'euros dans le prochain cycle du fonds international de développement agricole. Et je veux ici inviter tous les pays présents à participer en décembre à la reconstitution du FIDA qui va jouer un rôle clé dans la réconciliation justement de l'objectif agricole et de l'objectif climatique. Et c'est un combat indispensable parce qu'on ne peut pas demander aux pays africains de choisir entre le climat et la production agricole. Il faut faire les deux en même temps avec des modèles soutenables. Et la guerre en Ukraine nous a fait toucher du doigt que le modèle n'était pas soutenable parce qu'on a plein de pays qui, pour que leur modèle produise, avaient besoin d'engrais azotés, d'engrais phosphatés. Donc, on doit les aider à produire chez eux davantage, avoir un modèle productif mais beaucoup plus décarboné. Et tout ça est un élément clé. C'est dans cet agenda que nous allons aussi lancer demain avec le Kazakhstan, un One Planet sur la question de l'eau qui s'organisera en septembre prochain. Je me félicite des avancées qui ont été obtenues lors de cette COP, sur les pertes et préjudices. La France financera jusqu'à 100 millions d'euros en fonction des éléments de gouvernance sur ce sujet. Mais je voulais insister sur quelques points à cet égard, parce que le débat avait beaucoup monté à Charm el-Cheikh sur les pertes et préjudices. Il a été beaucoup porté par mon ami Mia MOTTLEY qui a fait un travail formidable. Mais il faut qu'on fasse attention sur ce sujet à plusieurs points.

D'abord, ne confondons pas la situation des pays à revenu intermédiaire et des pays pauvres. On a besoin de ce fonds, mais il devra d'abord aller vers les pays les plus pauvres. On a surtout besoin d'une réforme en profondeur dans notre système assurantiel et ré-assurantiel face aux risques climatiques, et ça pour les pays à revenu intermédiaire qui en ont besoin. Ce fonds doit nous permettre de faire cette réforme, d'avoir un buffer, une garantie. Mais on devra avoir des mécanismes qu'il faut distinguer selon les catégories de pays. Il faut tout de suite se le dire. Il faudra une gouvernance simple et claire, lisible. Mais il faudra aussi qu'on ait une approche pays par pays. Par exemple, nous allons mettre en place un premier partenariat pays sur l'adaptation et les pertes et préjudices avec le Bangladesh. La France y investira un milliard d'euros. Donc, vous voyez, beaucoup plus que ce qu'on met déjà sur le fonds, parce que c'est une approche spécifique pays. On investira un milliard d'euros. Le Fonds monétaire international y ajoutera près d'un milliard et demi de dollars grâce aux droits de tirage spéciaux. Et c'est un élément clé de ce laboratoire qu'on veut faire sur les pertes et préjudices. Mais il faudra une approche, là aussi, pays par pays. Au-delà de cela, il nous faut pour cela une vraie taxation internationale. Et avec la Barbade, le Kenya et plusieurs autres, nous avons lancé, et nous lançons officiellement lors de cette COP, une task force internationale qui devra justement proposer, rendre ses conclusions au G20 de Rio pour mettre en place une taxation internationale lors de la COP 30. C'est une nécessité si on veut un vrai résultat parce qu'on a besoin de lever plus d'argent pour financer notre lutte contre les inégalités et pour le climat. Enfin, le climat et la biodiversité sont indétachables. Et donc, pour cela, il nous faut insister sur le fait que nous devons continuer le combat pour la nature. Les forêts et les océans font partie de nos COP parce que ce sont des réserves, des puits de carbone, des puits de carbone irrécupérables, et un levier de solution extraordinaire pour la transition. C'est pourquoi, à l'occasion de cette COP, on va

continuer la mise en place, d'abord d'une technique commune, mais je veux qu'on avance et qu'on accélère sur une vraie bourse des mécanismes communs de carbone et de biodiversité. On doit aller, emmener beaucoup plus d'argent privé vers les pays qui préservent leurs forêts et leurs écosystèmes. On a lancé ça à Libreville en début d'année. On va conclure, avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Guinée et le Congo, les premiers packages nationaux forestiers. Et l'idée, c'est de dire, on met des crédits publics et privés sur les pays qui préservent leurs forêts. Parce que, aujourd'hui, on n'avait pas cette technique et donc on met beaucoup d'argent pour faire de la reforestation, mais tout pousse des pays pauvres, ou émergents, à détruire leurs forêts aujourd'hui pour financer des activités économiques beaucoup plus rentables. C'est une urgence de mettre de l'argent dans ces approches pays par pays et d'avoir une méthodologie commune. Et nous investirons 500 millions d'euros dans les quatre prochaines années dans la protection des forêts suivant cette méthode.

Et puis évidemment, c'est l'océan qui est aussi une priorité. Nous aurons l'honneur d'accueillir la Conférence des Nations Unies sur l'océan en 2025. Notre ambition est d'élaborer un véritable Compact pour l'océan avec du droit prescriptif, des changements internationaux très profonds pour préserver, dans nos zones économiques exclusives, mais aussi au grand large, la biodiversité, pour mieux réguler justement la pêche et lutter contre la pêche illicite, et réduire les pollutions en mer. Voilà les quelques éléments clés que je voulais ici apporter au débat, qui sont à la fois des solutions, des engagements de la France, et des préoccupations sur lesquelles on doit accélérer l'agenda commun.

Merci beaucoup, Monsieur le président, pour votre attention, Mesdames et Messieurs.